

## ◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

# Rentrée 2019, les suppressions de postes continuent !

Le ministère a communiqué au Comité technique ministériel du 19 décembre la répartition des créations de postes à la rentrée 2019.

Pour le premier degré, dans 13 académies sur 31 il n'y a aucune création de postes alors que toutes vont devoir dédoubler des classes de CE1. Cette inégalité est d'autant plus forte que des académies comme Lille et Marseille se retrouvent avec très peu de nouveaux postes alors que d'autres académies sont très favorisées comme Paris qui perd des élèves et se retrouve pourtant avec 40 nouveaux postes.

En tout, plusieurs centaines de postes vont manquer à la rentrée prochaine. Le ministre compte sans doute puiser à nouveau dans les maître.sse.s + restant.e.s. Pourtant, le ministère promet, à qui veut l'entendre, que partout les taux d'encadrement s'amélioreront. Une belle amélioration, avec des classes surchargées en dehors des classes dédoublées en CP et Ce1 Rep. sans oublier les postes Rased et les remplaçant.e.s à recruter !

Dans le second degré, le ministre joue à l'enfumage. Au lieu de présenter les créations ou suppressions de postes, le ministère a présenté des "moyens annoncés" incluant des heures supplémentaires pour camoufler les suppressions massives de postes. Une première qui empêche de connaître la réalité jusqu'à l'arrivée des dotations horaires des établissements.

Sous prétexte de renforcer le pouvoir d'achat des professeur.e.s, le ministre mise sur sa volonté de doubler les heures supplémentaires obligatoires pour que ce qu'il appelle les « moyens annoncés » correspondent à des équivalents temps pleins. En fait, ces heures supplémentaires ne remplaceront pas des enseignant.e.s qui ne peuvent être à deux postes à la fois. Ces milliers de faux postes vont rendre les emplois du temps encore plus invivables, aggravant les conditions de travail déjà malmenées.

Et comme pour le premier degré, ce sont les mêmes académies qui seront les plus maltraitées.

### SUD éducation revendique :

- Le maintien de tous les postes dans l'éducation nationale et un budget à la hauteur des besoins ;
- Le maintien d'un réel service public national de l'éducation, contre les inégalités scolaires sur le territoire ;
- Une réduction des effectifs par classe et la mise en place d'un dédoublement systématique par un cadrage national ;
- L'abrogation de la réforme du lycée et du bac ;
- Des établissements polytechniques avec un enseignement qui garantisse à tous les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs – qu'ils soient manuels, techniques, artistiques ou théoriques – reposant sur des pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices.